Analyse de la situation financière russe

Description

Entretien avec M. Sokoloff, professeur à l'INALCO et conseiller scientifique au Cepii.



La corruption dans les affaires est-elle aussi importante que le laissent paraître les médias occidentaux ?

La corruption dans le monde des affaires, à distinguer de la petite corruption, celle de l'agent de police ou du douanier, qui s'explique essentiellement par la très grande modestie de la rémunération, intéresse davantage des entreprises et des banques russes ou étrangères qui cherchent à obtenir des avantages spécifiques en soudoyant des fonctionnaires.

La Russie est-elle un pays très corrompu ?

Les études chiffrées réalisées par les agences de notations le confirment. Les personnalités du monde économique qui ont réalisé de très grosses fortunes dans toute une série d'opérations (en particulier sur le pétrole), en général avec l'aide de l'Etat, ont toujours réussi à exploiter un certain nombre de rentes de situations. Le fin du fin est évidemment d'arriver assez près du pouvoir, à côté d'un donneur d'ordres gouvernemental, et de se faire les autorisations à soi-même. A mon avis, cela n'a pas touché les personnalités les plus importantes de la classe politique dont le « sens de l'Etat » aura prévalu sur les offres qu'on leur faisait. La corruption a pu remonter assez loin dans les échelles intermédiaires ou intermédiaires supérieures des administrations régionales et centrales, mais, me semble-t-il, pas jusqu'au sommet.

Quelles sont les conséquences de la crise d'août sur la classe moyenne émergeante ?

On a vraiment entendu parler de la classe moyenne russe après la crise. Elle représenterait environ 15% de la population. Cette classe est apparue dans les grandes métropoles avec le développement des services et en particulier avec la modernisation de l'activité économique (banque, audit, informatique et commerce).On a dit que la crise avait supprimé à peu près 200 000 emplois dans les grandes villes mais on a l'impression qu'au cours des derniers mois, il s'est reconstitué une espèce d'activité à un niveau comparable à ce qu'il était auparavant, avec les mêmes habitudes de consommation, peut-être avec des activités différentes. Il est possible qu'une partie relativement importante de cette classe moyenne ait pu se reconvertir sur place, c'est-à-dire qu'elle n'est pas morte du tout.

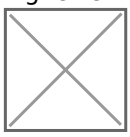
Quel est l'impact de la crise sur les entreprises et organismes financiers étrangers ?

Les agents économiques étrangers, en particulier les banques, ont été les plus exposés aux conséquences immédiates de la crise parce qu'une des premières mesures fut de déclarer le gel des titres d'Etat, les GKO et les OFZ. Une très longue phase de négociations s'en est suivie, dont on n'est pas encore vraiment sorti, mais la perte sèche est évaluée à 11-12 milliards de dollars. D'autre part, ils ont perdu de l'argent auprès de banques russes avec qui ils avaient réalisé des contrats de change à terme, soit entre 3 et 6 milliards de dollars.Les banques russes, après le dépôt des GKO dans lesquels elles avaient beaucoup investi, se sont retrouvées sans fonds quand il s'est agi de rembourser les emprunts qu'elles avaient accordés ou contractés auprès des banques étrangères; leurs encours se montaient à 16,9 milliards de dollars au moment de la crise. Une fois expiré le moratoire de 90 jours déclaré le 17 août, celles qui pouvaient ont commencé à rembourser, les autres ont proposé leurs actifs ou une partie de leur capital.Les entreprises exportatrices spécialisées dans les marchés émergeants ont perdu ces débouchés, leurs produits étant devenus très chers pour la clientèle russe qui avait l'habitude d'acheter occidental, mais au bénéfice d'entreprises russes capables de faire à peu près la même chose en moins cher. Aux pertes d'exportateurs s'ajoutent celles de la BERD et du FMI.

A votre avis, les mesures économiques prises par le gouvernement permettront-elles de redresser efficacement la situation économique et financière du pays ?

L’ambition de Primakov, et surtout de Zadornov, ministre des Finances, a toujours été de négocier avec le FMI sur la base d’un budget bouclé sans recours à la « planche à billets » et d’une gestion saine. La sagesse du gouvernement a été de résister à la tentation de prendre de grandes mesures (de politique industrielle ou de paiement des arriérés de salaires des fonctionnaires).Ces mesures correspondent-elles aux exigences du FMI ? Oui, je crois que l’ensemble des mesures un peu policières prises par Primakov et sur lesquelles on a beaucoup ironisé en Occident ont favorablement impressionné les Américains et la population russe. Quand l’économie aura été remise en ordre, on pourra commencer à discuter sérieusement.

Vignette : © Isabelle BAUDELOCQUE



Retour en haut de page

date créée
01/06/1999
Champs de Méta
Auteur-article : Isabelle BAUDELOCQUE